

ENNERY

5, rue Pablo Picasso
57365 ENNERY

Tél : +33649093810

Mél : vivien.huy@bureauveritas.com

N° affaire : 23906869_1-9EU0FJR

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 57/ST AVOLD EX GARAGE PEUGEOT
14 RUE DU MARECHAL FOCH
57500 ST AVOLD

Destinataire :

EPFGE
MARION PELTIER
RUE ROBERT BLUM
54701 PONT A MOUSSON CEDEX


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
16/06/2025	Rev0		Vivien HUY 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Principe des séquences d'interventions	9
2.2. Inspections Communes	9
2.3. PPSPS	9
2.3.1. Pénalités	10
2.4. Sous-traitance	10
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	10
2.4.2. Transmission du PGC	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	11
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	11
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	13
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	14
3.2.3. Circulations	14
3.2.4. Signalisation	16
3.2.5. Stationnements	16
3.2.6. Stockage	16
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	19
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	20
3.3.2. Plan d'installation de chantier	20
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	21
4. MESURES DE COORDINATION SPS	22
4.1. Définition des séquences d'interventions	22
4.2. Analyse de risques	26
4.3. Co-activités et protections collectives	52
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	52
4.3.2. Déplacement de protection collective	54
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	54
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	54
4.4. Equipement de levage	55
4.4.1. Autorisation de survol	55
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	55
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	55

4.5.1. Approvisionnements et stockage	55
4.5.2. Travaux superposés	55
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	56
4.5.4. Protection contre le bruit	56
4.5.5. Protection contre l'incendie	56
4.5.6. Travaux en hauteur	56
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	57
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	58
4.6. Moyens communs	59
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	59
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	59
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	59
4.6.4. Protection des accès – Auvents	59
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	60
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	61
5.1. Stockages sur le chantier	61
5.2. Nettoyage	61
5.3. Enlèvement des déchets	61
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	61
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	62
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	62
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	63
6.1. Déclarations particulières	63
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	64
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	64
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	65
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	65
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	65
6.7. Cas particulier	65
7. ORGANISATION DES SECOURS	66
7.1. Téléphone de secours	66
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	67
7.3. Travail isolé	67
7.4. Procédure d'organisation des secours	67
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	67
7.6. Point de rencontre secours	67
7.7. Modèle de fiche de secours	68
ANNEXES AU P.G.C.	69

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre et des différentes réunions de conception.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

SAINT AVOLD – Ancien garage Peugeot
Travaux de désamiantage, déplombage et de déconstruction
Rue du maréchal Foch
57500 SAINT AVOLD

Les prestations, objet du marché, comprennent les postes suivants :

- ~ les travaux de préparation du site
- ~ les travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante et le traitement des déchets associés
- ~ les travaux de curage et de déconstruction ainsi que le traitement des déchets associés
- ~ les travaux de maçonneries pour reprises des mitoyennetés (ou éléments constructifs limitrophes).
- ~ Tous travaux annexes et accessoires qui s'avéreront nécessaires à la parfaite finition des travaux du présent DCE

Désamiantage et déplombage :

Retrait des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA) et des éléments contenant du plomb, conformément aux rapports fournis

Gestion et évacuation des déchets amiantés et plombés vers les filières agréées

Déconstruction sélective :

Curage et dépose des éléments non inertes (cloisons, faux-plafonds, menuiseries, etc.)

Tri sélectif des déchets par nature (inertes, DIB, DIS, etc.) pour optimiser leur valorisation

Démolition mécanique sélective pour récupérer les différents matériaux (métaux, briques, bétons, etc.)

Démolition des bâtiments :

Démolition des superstructures (étages 1 et 2) par abattage avec pelle pressurisée et brumisation

Démolition des infrastructures (fondations, dallages) au moyen d'engins mécaniques

Gestion et évacuation des déchets de démolition vers les filières adaptées

Travaux divers :

Protection des pignons et éléments mitoyens après démolition

Remblaiement des sous-sols et excavations avec matériaux sains

Gestion et traitement des cuves et fosses existantes

Protection et remise en état du terrain

Clauses transversales :

Mise en place des protections collectives et individuelles

Contrôles et mesures d'empoussièrement durant les travaux

Gestion et traçabilité des déchets via la plateforme TRACK Déchets

Insertion sociale avec mobilisation de publics en difficulté

L'entreprise devra prendre en compte l'ensemble de ces éléments dans sa méthodologie de réalisation des travaux.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offre

Mode de passation des marchés : lot unique

Type de marchés : privé

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 4 août 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Préalable à toute intervention : - mise en place de la base-vie dimensionnée selon les effectifs prévus- installation des réseaux provisoires de chantier (eau, énergie, éclairage...)- aménagement des zones de circulations et accès chantier Organisation générale

Phasage des travaux:

de chantier (20 jours) : Préparation de chantier et plan de retrait
 Installation de chantier
 Curage / désamiantage / Déconstruction (80 jours) : Curage avant désamiantage (10 jours)
 Pré curage (10 jours)
 Désamiantage / Déplombage (20 jours)
 Retrait amiante et plomb (20 jours)
 Curage (20 jours)
 Déconstruction (30 jours)
 Gros Œuvre (20 jours) : Reprise d'enduits des murs mitoyens
 Remise en état et sécurisation du site (10 jours)
 Le planning prévisionnel indique une durée totale de 120 jours ouvrés pour la réalisation de l'ensemble des travaux.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Lot unique – Désamiantage / Déconstruction

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : -Nombre d'entreprises intervenantes (estimation, sous-traitants compris) : environ 3
 -Effectif moyen prévisible du chantier : 2 à 20 intervenants

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en catégorie 2.

Cette opération n'est pas soumise à CISSCT.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	EPFGE	RUE ROBERT BLUM 54701 PONT A MOUSSON CEDEX	marion.peltier@epfge.fr	MARION PELTIER
Maîtrise d'œuvre	VERDI Bâtiment Est	3, Place du Général de Gaulle, 2ième étage Le Quai des Affaires 88000 EPINAL	06 31 97 55 31 mcerea@verdi.fr	MARC CEREAS
Coordonnateur SPS	Bureau Veritas Construction Metz	5 rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	06 49 09 38 10 vivien.huy@bureauveritas.com	Vivien HUY

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
CARSAT	CARSAT Alsace-Moselle	3, place du Roi George 57036 METZ Cedex 01	03 87 66 86 22 espace- prevention.metz@carsat- am.fr	CONTROLEUR EN PREVENTION
DREETS	DREETS Moselle	1, Rue Chanoine Collin 57000 METZ	03 87 56 54 00 ddets- uc1@moselle.gouv.fr	INSPECTEUR DU TRAVAIL
OPPBTP	OPPBTP Agence Grand Est	71 Rue des 5 Piquets 54000 NANCY	03 83 20 20 03 grandest@oppbtp.fr	Contact

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au chantier se fera depuis la voie publique et suivant le plan de masse transmis dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

ZONE URBAINE :

Entreprendre toutes les démarches nécessaires auprès de la commune en cas d'occupation ou emprise sur la voie publique.

L'entreprise désignée (voir tableau) aura à sa charge, conformément aux articles R 238.41 à 45 du Code du Travail :

- Le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable
- Le raccordement à un réseau de distribution électrique
- Une évacuation des matières usées.
- Une desserte en voirie

Elle prendra contact avec les concessionnaires concernés pour les branchements et la livraisons des réseaux provisoires de chantier.

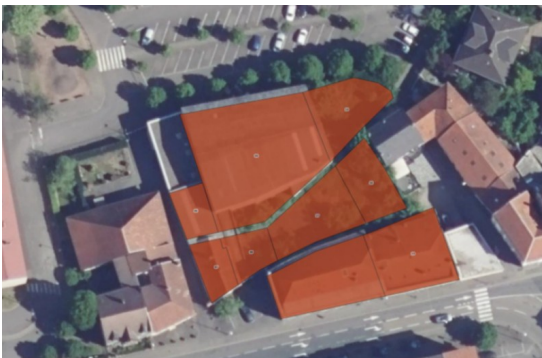
Ces réseaux devront être protégés contre les risques mécaniques, de heurts, d'écrasements et de gel.

Ces réseaux permettront d'alimenter en eau et électricité les besoins du chantier.

Ces travaux seront réalisés en amont dès la préparation de chantier afin de pouvoir mettre en service les locaux base vie au démarrage des premiers travaux.

Ils seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Ils seront accessibles et sécurisés, à l'abri des intempéries



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Durant les travaux, les voies de circulation et les zones de travaux seront condamnées et interdites au public. Toutes les zones de travaux et de stockage devront être sécurisées contre le risque d'intrusion.

CLOTURE DE CHANTIER :

L'entreprise titulaire mettra en place, suivant les travaux à effectuer en extérieur :

- Des clôtures délimitant la zone de chantier et constituées de panneaux stables d'une hauteur minimale de 2 mètres (de type HERAS par exemple), avec intégration de portails véhicules et piétons.
 - Les éléments de clôture seront liaisonnés et boulonnés entre eux en permanence
- Des panneaux "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" en quantité suffisante et judicieusement disposés.
- Vérifiera régulièrement l'état des clôtures et des portails et en assurera l'entretien.
 - En dehors des horaires du chantier, les accès au site seront fermés à clé par des portails.

CLOISONS PROVISOIRES : si nécessaire et selon travaux générant de la poussière :

L'entreprise aura à sa charge :

la Fourniture et la mise en oeuvre de fermetures provisoires et des protections anti-poussières pendant toute la durée des travaux y compris la dépose et évacuation de l'ensemble en fin de chantier, y compris nettoyage des salissures et remise en état.

3.2.2. Accès

Le personnel devra être identifiable en permanence (carte d'identification professionnelle, badge ou une tenue de chantier permettant de connaître le nom de la société à laquelle il appartient (ou sur le casque) et, le cas échéant, l'entreprise lui ayant sous-traité les travaux.

Un registre de présence journalier sera tenu par chaque entreprise titulaire et inclura ses sous-traitants.

Toutes personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes : Casque. Chaussures de sécurité

L'entreprise qui accueille, doit fournir le matériel de sécurité à ses visiteurs.

Utilisation des voies de circulation existantes.

Accès chantier depuis la voirie, les accès seront sécurisés et balisés

Chaque entreprise devra remettre, avant tout démarrage de travaux, un plan de circulation des véhicules pour l'approvisionnement du chantier.

L'Entrepreneur doit se conformer aux réglementations de circulation en vigueur ou aux recommandations du MOA/MOE.

Il devra tenir compte de la structure de chaussée des voies qu'il compte emprunter.

Il sera tenu pour responsable de toutes les dégradations occasionnées aux voiries empruntées.

Pendant toute la durée de ses travaux, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir ou détériorer la voirie publique ou privée.

Il doit prendre également toutes dispositions nécessaires avec les services compétents pour ne pas perturber la circulation.

Il sera entièrement responsable des accidents causés par la négligence de ces prescriptions, de plus, le Maître d'oeuvre pourra faire procéder d'office, et aux frais de l'entrepreneur, aux nettoyages et réfections indispensables à la sécurité des tiers en cas de défaillance de celui-ci.

D'une manière générale, tout entrepreneur doit à tout moment laisser libre l'accès du chantier ainsi que les éventuelles sorties de secours, baliser et protéger ses zones de travail.

Les zones de stockage n'empiètent pas sur les zones de circulation. Les moyens d'accès ne débouchent pas sur une installation ou situation dangereuse.

La liste du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, est tenue à jour par chaque entreprise sur un registre ou tableau et à disposition des organismes de prévention pour contrôle.

Le chantier n'est accessible qu'au personnel de chantier

3.2.3. Circulations

Consignes applicables pour les engins et véhicules :

- circulation au pas à proximité et sur le chantier (présence de piétons et véhicules).
- respecter la signalisation
- respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.)
- respecter les priorités
- respecter les distances minimum de sécurité
- respecter le code de la route
- ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet
- circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni)
- ne pas circuler benne levée
- circuler feux de croisement allumés
- ne pas circuler au point mort

Donner la priorité à la voie publique.

Mettre en place si nécessaire, des dispositifs de ralentissement de la circulation du chantier aux abords de la voie publique

Circulation des engins à l'intérieur du chantier :

-Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.

-Limitée au strict emploi d'engins nécessaires aux mises en oeuvre,

-Neutralisation des zones de travail et de circulation

-Formations et autorisations de conduite pour tout chauffeur,

-Equipped de gyrophare, klaxon et caméra de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux,

-Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés.

Livraisons et replis

-Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (baudrier fluorescent)

-Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés.

Fléchage, signalisation

Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- Un panneau « SORTIE D'ENGINS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,

- Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier.

Il est impératif de sécuriser les circulations du chantier avec des signalisations claires et comprises par tous (fléchage, signalisation de la piste et des bords de fouille...)

Les différentes entreprises intervenantes entretiennent la zone travaux et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures (et extérieures si nécessaire notamment lors des phases de terrassement) et des places de stationnements du chantier

comprises à l'intérieur des clôtures. Ce nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries pour notamment réduire les émissions de poussières ou lors des phases de terrassement.

Eclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

L'entreprise devra organiser le trafic des camions pour :

-l'évacuation des gravats (fraisats, béton,,etc),

-l'approvisionnement des matériels et matériaux,

-faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.

- Circulations horizontales

L'entreprise désignée par le maître d'oeuvre assure l'entretien et la viabilité des voies de circulation engins et piétons sur le chantier pendant toute la durée de l'opération.

Le nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries et places de stationnement, pour notamment réduire les émissions de poussières.

Chaque entreprise veille à maintenir les circulations dégagées pour éviter le risque de chute de plain-pied.

Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte selon le plan d'installation de chantier.

Les circulations piétons et VL/PL seront distinctes sur tout le chantier et séparées physiquement.

Interdiction aux piétons de circuler dans les zones d'évolution des engins.

Les entreprises se renseigneront auprès des services compétents sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés ou de constructions souterraines, avant toute intervention d'engins lourds.

La circulation sur chantier obéit aux règles normales du code de la route.

Tout véhicule et engin doit rouler au pas.

Les piétons sont prioritaires.

- Circulations verticales (Circulation en hauteur) :

Les accès provisoires ,(échafaudages,...), qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent restés libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils,..... afin de limiter les risques d'accidents de plain- pied et les chutes de hauteur.

L'échelle d'accès au premier plateaux sera déposée avant de quitter le chantier, afin d'interdire l'accès à des tiers (échafaudage).

Echelles, échafaudages ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles comme poste de travail est interdite.

Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou plate-forme individuelle de travail protégé.

Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer.

Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

3.2.4. Signalisation

SIGNALISATION ROUTIERE HORS CHANTIER : assurée par l'entreprises concernée et le gestionnaire de voirie

SIGNALISATION SUR CHANTIER : Sur le chantier, les zones à risques seront signalées par les entreprises concernées

-Toute signalisation nécessaire au bon déroulement du chantier (port des EPIs, accès interdit...)

-Les zones interdites

-Le panneau de chantier

3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement des véhicules d'interventions et engins sont à aménager sur toutes les zones travaux selon les besoins. Le stationnement des véhicules personnel est interdit sur le chantier.

Le stationnement provisoire des véhicules de chantier (livraisons et déchargements du matériel) devra se faire dans une zone sécurisée hors circulation.

Aucun véhicule ne doit stationner sur les voies réservées à l'approvisionnement en matériel et matériaux et gêner le bon déroulement des travaux.

Le stationnement des véhicules de chantier se fera sur un parking défini dans le plan d'installation de chantier.

Aucun stationnement ne sera autorisé sur les voies de circulation ou sous une zone de travaux

Les voies pompiers seront maintenues libres en permanence.

3.2.6. Stockage

Chaque entreprise, lors de sa période de préparation, doit transmettre au maître d'œuvre ces besoins en

matière de stockage et d'approvisionnement (surface et accessibilité)

Les zones de stockage devront apparaître sur le plan d'installation de chantier.

Les zones de stockage devront être positionnées et matérialisées conformément au plan d'installation de chantier.

Les plans nécessaires (plan d'installation, plan d'accès, plan de circulation...) seront remis systématiquement aux fournisseurs. Ces derniers seront guidés par le chef de chantier de l'entreprise concernée ou un homme-traffic de l'entreprise désigné en cas de manœuvre délicate.

Chaque entreprise devra demander préalablement à ces fournisseurs les informations utiles telles que le gabarit des véhicules, le tonnage.

Aucune circulation ne devra être interrompue.

Aucun stockage ne pourra se faire sur les voies de circulation.

Toutes les zones de stockage seront clôturées.

Pas de stockage qui risque de chuter (bord de fouille, en bord de bâtiment sur toiture...)

Les zones de stockage doivent être sécurisées contre le risque de chute d'objet, le risque de chute de hauteur, le renversement des matériaux, stabilité...

STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en oeuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion.

Chaque entreprise utilisant des produits portant sur l'étiquette "produit dangereux et/ou inflammable" devra suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en oeuvre du produit.

Les approvisionnements de produits inflammables à l'intérieur des locaux en travaux seront limités à une journée de travail et les récipients vides seront évacués en fin de journée.

Les lieux de stockage seront soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.

Les produits inflammables (colles, peintures, solvants, etc.) seront stockés à l'intérieur de magasins disposant d'extincteurs en nombre suffisant.

Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier. Ces aires ne sont pas figées et pourront être déplacées à la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'oeuvre ou du coordonnateur.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en oeuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

L'entreprise de désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Les réseaux de chantier seront mis en place avant le démarrage des travaux : coffrets de chantier, éclairage des circulations, point d'eau.

Les besoins des entreprises devront être anticipés et transmis au MOE.

1. ELECTRICITE

INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire DE CHANTIER

-L'ensemble des installations sera exécuté par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur.

-La vérification de l'installation (avant mise en service) sera confiée à un organisme agréé

- L'entreprise désignée veillera à l'entretien quotidien et au dépannage rapide des installations électriques de chantier .

- Les câbles et alimentations seront arrimés en hauteur et protégés mécaniquement et signalés "sous

tension".

ECLAIRAGE DE CHANTIER :

- L'entreprise désignée installera les éclairages de chantier pour les circulations horizontales et verticales et l'accès base vie.

Ensuite à charge de chaque LOT de prévoir d'éclairer ses zones de travaux, ses postes de travail.

BRANCHEMENT ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entreprise titulaire aura à sa charge, l'installation électrique du chantier.

Cette installation comprend tous les réseaux de distribution nécessaires aux besoins du chantier, coffret principal de chantier, coffrets secondaires, grue (A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques sera limitée à 25 ml et il sera implanté éventuellement un coffret spécifique pour l'utilisation de poste à souder).

-L'installation sera montée sur pieds, et munie d'un arrêt d'urgence. Les armoires devront en permanence être fermée à clé. L'installation devra être placée à l'abri des intempéries et à l'écart des zones de circulation.

MATERIEL ELECTRIQUE

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur et en bon état.

2. EAU :

Utilisation d'un point d'eau existant et qui sera défini lors de la réunion préalable au démarrage des travaux.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise désignée par le maître d'oeuvre met en place dès que possible, et pour toute la durée du chantier, une base vie conforme à la réglementation, et mise à la disposition de toutes les entreprises pendant la durée du chantier.

Ces installations permettent à chacun d'assurer sa propreté et son bien-être individuel.

Le dimensionnement de la base vie doit être adapté en permanence aux effectifs présents sur chantier.

L'entreprise désignée par le maître d'oeuvre en assure tout au long du chantier la maintenance et le nettoyage quotidien, l'approvisionnement des consommables nécessaires à l'utilisation et la maintenance des locaux, la mise en place des poubelles du cantonnement et leur vidage.

La base-vie doit être chauffée en période froide, éclairée, équipée (frigo, micro-onde...), équipé d'extincteurs en nombres suffisant et doit constamment rester propre.

Le positionnement de la base vie ne doit pas gêner le déroulement du chantier.

Si la base vie est distante du chantier, des sanitaires seront mis en place au droit des zones d'activité et entretenu dans le cadre de la maintenance de la base vie.

Chaque entreprise, durant la période de préparation et tout au long du chantier, doit transmettre à la maîtrise d'oeuvre l'évolution de ses effectifs.

Rappel sur la loi concernant la mise en place de la base vie (sanitaires) sur chantier – Art. R4228-1 du Code du Travail

Le Code du travail prévoit l'obligation de mettre à disposition des travailleurs les moyens leur permettant d'assurer leur propreté individuelle (vestiaires, lavabos, cabinets d'aisances et le cas échéant douches).

Prévoir base-vie conforme à la réglementation selon le nombre d'effectif de pointe prévu.

Chantier d'une durée supérieure à 4 mois :

-->Installations communes à privilégier : base-vie raccordée au réseaux (énergie, évacuation...)

Installation d'une base vie comprenant :

Salle de réunion

Réfectoires :

- Équipés au minimum d'un réfrigérateur, d'un micro-onde et/ou d'une plaque de cuisson

Vestiaires : Sur le chantier, l'employeur doit en principe mettre à la disposition de ses salariés des vestiaires collectifs pour qu'ils puissent se changer.

- 1,50 m² /compagnon
- Armoire séparant vêtements de travail et vêtements de ville
- Ventilation permanente pendant les heures de travail
- Armoire séchante avec extraction d'air
- éclairé ;
- chauffé en saison froide ;
- maintenu en état constant de propreté ;
- pourvu de sièges en nombre suffisant.

Sanitaires :

- Lavabo (eau potable à température réglable) : 1 pour 10 compagnons
- Ventilation permanente dans les sanitaires
- Urinoir + cabinet d'aisance : 1 pour 20 compagnons
- Prévoir des toilettes femmes le cas échéant

Lorsque les vestiaires et les lavabos sont installés dans des locaux séparés, la circulation doit pouvoir s'effectuer sans traverser les locaux de travail ou de stockage et sans passer par l'extérieur.

Personnel mixte = installations séparées

Equipements :

Vérification électrique initiale des installations et consignée dans le registre de sécurité

Vérification annuelle obligatoire et consignée dans le registre de sécurité

Refaire une vérification électrique à chaque modification de l'installation initiale

Nettoyage régulier des bureaux et locaux (Sanitaires : 1/ jour)

Mise en place systématique de lave-bottes et grilles « décrottoirs »

Mise en place de cendriers à l'extérieur

1 extincteur par bungalow fermé (1 pour 200m² maxi)

Vérifications annuelles des extincteurs et consignées dans le registre de sécurité

A proximité des armoires électriques = extincteur CO₂

Pas d'extincteur à poudre dans les locaux

Avant de se restaurer, de quitter le chantier, il faut se laver les mains

Mise à disposition des travailleurs de l'eau potable (3L/ jour/ travailleur)

Les locaux ne doivent pas contenir de produit ou matériel dangereux ou salissant, ni servir de stockage de matériaux.

Douches :

La présence de douches est obligatoire sur les chantiers en cas de travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe de l'arrêté du 23 juillet 1947 (par exemple : travaux exposant aux poussières d'amiante, plomb, etc.).

Lorsque la présence de douches est obligatoire, la température de l'eau doit être réglable. Le local doit être tenu en état constant de propreté, le sol et les parois du local des douches doivent permettre un nettoyage efficace.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les circulations horizontales verticales et accès dans le chantier devront être maintenus propres et dégagés par tous.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses propres déchets et gravats jusqu'au point de regroupement convenu pendant la période de préparation et confirmé à l'occasion des réunions de chantier.

En cas de non-réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante.

Nettoyage de la voirie extérieure au chantier :

Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des routes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.

En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies

afin de ne pas provoquer d'accident.

Le cas échéant :

Déneigement des voies d'accès au chantier et dans le chantier par l'entreprise titulaire.

Le déneigement des voies d'accès menant au chantier et dans le chantier doit être effectué avant toute reprise des travaux.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **ENTREPRISE GENERALE TCE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise générale soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Le PIC intégrera :

- l'accès au site, y compris portail d'accès
- des conduites enterrées et aériens
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux, et localisation de la zone fumeur,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue et ou autres moyens de levage »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution autorisée de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise générale y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **ENTREPRISE GENERALE TCE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Clôture et portail	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Accès	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Circulations	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Signalisation	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Stationnement	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Stockage	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Réseaux provisoires de chantier	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Coffret électrique général	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Coffret divisionnaire et éclairage	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Cantonnement	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Infirmier de chantier	/.	/.	
Nettoyage hors cantonnement	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
PIC	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Protections collectives	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Accès hauteur communs	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	
Déchets - Gravats	ENTREPRISE GENERALE TCE	ENTREPRISE GENERALE TCE	

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE	Durée du chantier	TCE	Inhalation poussières Source d'asphyxie Produits dangereux Inflammation, explosion Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Bruit, vibrations Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Pollution de l'atmosphère Travail en hauteur Voisinage Bactéries, virus, parasites Réseaux Eclairage Collision, heurt Brûlure thermique Choc, coupure, piqure Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Manutention manuelle Stabilité, renversement Travaux à point chaud Multi danger Amiante Routier, autoroutier Rupture, effondrement	<p>Silice : prendre connaissance de l'annexe au PGC. Ce risque doit être pris en compte dans les PPSPS des entreprises</p> <p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussière. Réduire les émissions à la source. FDS</p> <p>Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité d'une zone inflammable ou présentant un risque d'explosion. Zone de stockage balisée. Rangement permanent du chantier. Zones de circulation et cheminement libre de tout obstacle. Organisation Solutions techniques Formation et sensibilisation de tous les acteurs Réduction du bruit à la source. Port des EPI. Vérifier la stabilité des ouvrages à proximité des sources de vibrations.</p> <p>Respect du balisage et signalétique Travaux en superposition interdit. Ne pas intervenir lors de ces phases dans les zones concernées.</p> <p>Suspendre l'intervention par temps défavorable : renseignements météorologiques au 3250. Travaux en hauteur en sécurité collective appropriée. Respect des horaires d'interventions (voisinage). Consignation des réseaux DICT Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la Maitrise d'OEuvre.</p>

				<p>Zone de travaux et de circulation suffisamment éclairées. Eclairage d'appoint à prévoir. Respect des sens de circulation et du code de la route. Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation. Rouler au pas. Prévoir un homme trafic Entretien du matériel et choix des EPI Formation des intervenants. Entretien du matériel et choix des EPI Formation des intervenants. Personel formé Habilitations adéquats. Travaux hors tension. Balisage, repérage. Autorisation de conduite Formation approprié (CACES par exemple). Balisage. Engin et appareils adéquats + VGP. Privilégier la manutention mécanique Limiter le poids des charges manuelles. Utilisation d'équipements d'aide à la manutention. Respecter les balisages en place. Maintenir en permanence les circulations propres et rangées.</p> <p>Stabilité du matériel stocké Examen d'adéquation Nature du sol. Présence d'extincteurs adaptés à l'usage et aux travaux par point chaud.</p>
2 PREPARATION		DECONSTRUCTION – CURAGE – DESAMIANTAGE - DEPLOMBAGE	Multi danger Amiante Plomb Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Inhalation poussières Travail en hauteur Rupture, effondrement	Coactivité interdite Evacuation quotidienne des déchets. Propreté et rangement du chantier. Zones de travaux intégralement balisées et sécurisées. Prendre connaissance des repérages amiante avant travaux. Prendre connaissance des repérages plomb avant travaux.

<p>3 VRD</p>		<p>DECONSTRUCTION – CURAGE – DESAMIANTEMENT – DEPLOMBAGE</p>	<p>Chute d'objets, éclats Chute et heurt avec charge en mouvement Collision, heurt Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Engins et matériels Environnement naturel Inhalation poussières Réseaux Stabilité, renversement Multi danger Rupture, effondrement Inhalation poussières Inflammation, explosion Pollution de l'atmosphère</p>	<p>Respect du balisage et signalétique Travaux en superposition interdit. Ne pas intervenir lors de ces phases dans les zones concernées.</p> <p>Organisation Solutions techniques Formation et sensibilisation de tous les acteurs Respect des sens de circulation et du code de la route. Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation. Rouler au pas. Prévoir un homme trafic Personel formé Habilitations adéquats. Travaux hors tension. Balisage, repérage. Zone de stockage balisée. Rangement permanent du chantier. Zones de circulation et cheminement libre de tout obstacle. Autorisation de conduite Formation approprié (CACES par exemple). Balisage. Engin et appareils adéquats + VGP. Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussière. Réduire les émissions à la source. Prendre connaissance du retour des DT/DICT. Stabilité du matériel stocké Examen d'adéquation Nature du sol.</p>
<p>4 GROS OEUVRE</p>		<p>DECONSTRUCTION – CURAGE – DESAMIANTEMENT – DEPLOMBAGE</p>	<p>Stabilité, renversement Engins et matériels Travail en hauteur Environnement naturel Contraintes météorologiques Chute et heurt avec charge en mouvement Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement</p>	<p>Stabilité du matériel stocké Examen d'adéquation Nature du sol. Autorisation de conduite Formation approprié (CACES par exemple). Balisage. Engin et appareils adéquats + VGP. Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments. Travaux en hauteur en sécurité collective appropriée. Suspendre l'intervention par temps défavorable : renseignements météorologiques au 3250. Organisation Solutions techniques</p>

				Formation et sensibilisation de tous les acteurs. Zones de stockage balisée. Rangement permanent du chantier. Zones de circulation et cheminement libre de tout obstacle.
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	<p>Les entreprises utilisent des matériels permettant de réduire les émissions de poussières par aspiration à la source (découpe, ponçage,...) ou humidification. Compléter ces dispositifs par la mise à disposition de masque anti-poussière. Pour le nettoyage du chantier il est demandé aux entreprises d'utiliser des aspirateurs industriels.</p> <p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p> <p>Silice : prendre connaissance de l'annexe au PGC. Ce risque doit être pris en compte dans les PPSPS des entreprises. Un vestiaire doit être mis à disposition des entreprises pour qu'ils puissent se changer avant d'aller au réfectoire.</p> <p>Employer des matériels adaptés (ex : usage de robots, gommage laser, découpe au jet d'eau)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utiliser des matériels travaillant à l'humide (ex : hydrogommage, carter de découpe à l'humide) - Capter les poussières à la source - Ventiler les espaces confinés - Interdire les accès à la zone polluée et la co-activité - Aspirer les poussières en proscrivant le balayage et le soufflage et en favorisant le nettoyage à l'humide 	<p>Eviter les zones concernées.</p> <p>Mise à disposition de masques anti-poussière pour les salariés.</p>
Source d'asphyxie	<p>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE : Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient.</p>	Toutes les entreprises sont concernées
Produits dangereux	<p>Recenser les produits dangereux utilisés. Prendre connaissance des Fiches de Données de Sécurité et appliquer les consignes de sécurité.</p>	Pas d'intervention à proximité de zones concernées par l'utilisation de ces produits.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inflammation, explosion	<p>Détailler les modes opératoires pour la mise en oeuvre et le stockage de ces produit (PPSPS).</p> <p>Le stockage des produits inflammables doit se faire dans une zone sécurisée. Les entreprises ne peuvent stocker à l'intérieur des produits présentant des risques d'inflammation ou d'explosion. Lors de l'utilisation de ces produits assurer une bonne ventilation des locaux, compléter avec un dispositif spécifique si nécessaire. Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité.</p> <p>Utilisation non sécuritaire d'appareils à gaz ou utilisation de bouteilles de gaz : En amont de l'installation d'une bouteille, assurez-vous d'identifier le gaz qu'elle contient notamment en lisant bien sa fiche de données de sécurité et vérifiez le bon état de la bouteille dont notamment l'absence de fuites au niveau du robinet. Ne recherchez jamais une fuite de gaz inflammable à l'aide d'une flamme ou d'une cigarette, au risque de subir de graves brûlures. Pour le stockage des bouteilles de gaz, le local doit être aménagé selon la réglementation en vigueur, notamment en termes de ventilation. Les bouteilles doivent être stockées dans un lieu propre et ventilé à l'abri des intempéries et de toute source de chaleur. Une signalisation interdisant de fumer près du lieu de stockage des bouteilles doit être mise en place. Différenciez les bouteilles pleines des bouteilles vides et évacuez ces dernières au plus vite. Prenez connaissance également des positions, debout ou couchées, adaptées à chaque type de gaz pour le rangement des bouteilles. À noter que les bouteilles de gaz installées debout doivent être placées dans un chariot ou un cadre adéquat, attachées à l'aide d'une sangle ou d'une chaîne à un mur ou une armature solide. Il est primordial de vérifier la compatibilité des bouteilles de gaz, certains gaz étant incompatibles entre eux. Pour cela, consultez la fiche de données de sécurité. En aucun cas ne stocker ensemble les produits combustibles et comburants. Et pensez à séparer les produits combustibles des gaz inflammables.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité d'une zone inflammable ou présentant un risque d'explosion.</p>
Déplacement de plain-pied	Les entreprises devront laisser en	Toutes les entreprises sont

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>permanence les allées de circulations et les issues de secours libres. Rangement et propreté <u>permanent</u> des postes de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies sur le PIC. En cas de stockage provisoire : zone balisée à l'écart des zones de circulations.</p> <p>Trémies : Obturer le vide des trémies. Favoriser tant que possible la pose d'un platelage comme moyen de protection Si l'obturation complète de la trémie est impossible ou inadaptée, disposer des garde-corps fixés en rive de dalle de la zone d'ouverture de plancher. Le dispositif de protection ne doit pas gêner et doit : - protéger les circulations et travaux autour de la trémie - protéger les circulations et travaux au-dessus de la trémie Si possible prévoir l'accès en hauteur par un escalier définitif ou provisoire.</p>	<p>concernées. Respecter la sécurité mise en place.</p>
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation. Prévoir la présence d'homme trafic lors des déplacements.</p> <p>Utiliser du matériel conforme, adapté et entretenu, penser à bien nettoyer les vitres des engins. N'hésitez pas à améliorer la visibilité au poste de conduite, avec par exemple des miroirs, des système de détection d'obstacles ou des caméras de recul. Interdiction d'effectuer des manœuvres de recul "à l'aveugle", c'est-à-dire sans être guidé si la visibilité n'est pas assurée. Interdiction de stocker ou de laisser sur des voies de circulation des matériaux ou des matériels. Interdiction de passer sous une charge et ne pas laisser de charges en suspens.</p> <p>Travaux sur la voie publique : autorisation d'occupation du domaine public Pour effectuer des travaux sur la voie publique ou occuper temporairement le domaine public routier, il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT), généralement auprès de la commune.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Interdiction de passer sous une charge. Coactivité interdite</p>
Bruit, vibrations	Conformément à la réglementation en	Toute les entreprises sont

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>vigueur, chaque entreprise est tenue de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.</p> <p>Chaque entreprise doit donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, elle doit prévoir d'autres solutions d'insonorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction du bruit à la source, - encoffrement de la source, - mise en place de suspensions anti-vibratiles, - éloignement des matériels bruyants. <p>Le personnel d'exécution exposé aux bruits doit porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit).</p> <p>Réaliser une étude de vibration pour analyser la stabilité des ouvrages contigus.</p>	<p>concernées</p> <p>Le personnel exposé aux bruits devra porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit)</p>
Chute d'objets, éclats	<p>Les entreprises réalisant des travaux en hauteur devront baliser leurs zones de travail en prenant en compte la courbe de chute. Interdire toute personne de passer sous une zone de travaux : les travaux en superposition sont interdit.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p> <p>Le matériel est attaché jusqu' à sa fixation ou dépose définitive. L'élingage doit être réalisé par personne formé à l'élingage.</p> <p>Stockage interdit en bord de toiture... Le matériel en toiture doit être lesté pour ne pas être soufflé par le vent.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées :</p> <p>Respecter les balisages et signalétiques en place. Ne pas franchir une zone de travaux balisée et ne pas intervenir sous une zone de travaux en hauteur. Interdire toute personne de passer sous une zone de travaux : les travaux en superposition sont interdit.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>
Contraintes météorologiques	<p>Planifier le travail en fonctions des conditions météorologiques. Suspendre l'intervention par temps défavorable : renseignements météorologiques au 3250. Eviter l'exposition à la pluie, au froid, au vent, à la neige, orage, aux fortes chaleurs...</p> <p>Une vigilance doit être adoptée pour des températures inférieures à 5°C ou supérieures à 30°C. En tant que chef d'entreprise, vous devez cependant prévenir les risques liés aux conditions climatiques et respecter certaines obligations : évaluer les risques relatifs aux fortes chaleurs</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>et aux intempéries et mettre en œuvre des mesures de prévention, informer vos salariés sur les risques relatifs aux conditions climatiques et des moyens de protection existants, ne pas exposer les jeunes travailleurs de moins de 18 ans aux températures difficiles,</p> <p>Vous pouvez prévoir des mesures de prévention adaptées comme par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ mettre à la disposition de vos salariés des vêtements de travail adéquats (parka, vêtements de pluie...), ▶ fournir à vos salariés de l'eau fraîche (3 litres par jour et par salarié), ▶ limiter les manutentions et les postures contraignantes, ▶ dans les locaux fermés, s'assurer du renouvellement de l'air pour éviter les élévations exagérées de température. <p>Aménager les horaires de travail pour éviter les heures les plus chaudes.</p> <p>Porter des vêtements favorisant l'évaporation de la sueur (vêtements légers en coton, de couleur clair...)</p>	
Pollution de l'atmosphère	<p>Les véhicules et engins motorisés utilisés par le titulaire sont entretenus et contrôlés conformément à la réglementation en vigueur. L'intervenant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussières, les particules, le CO2 dans l'atmosphère et les projections liées à ses activités.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Travail en hauteur	<p>Les entreprises doivent utiliser des équipements conformes à la réglementation et en bon état pour réaliser les travaux en hauteur. Les travaux en hauteur doivent être réalisés en priorité en sécurité collective.</p> <p>En cas d'intervention en EPIs, l'opération devra être justifiée par l'impossibilité technique de mettre en place une sécurité collective, et l'intervention devra être réalisée par du personnel formé avec équipements adéquats et mode opératoire détaillé dans le PPSPS.</p> <p>Vérification régulière du matériel utilisé.</p> <p>Balilage des zones en dessous des travaux en prenant en compte la courbe de chute.</p> <p>Pas de superposition de tâche.</p> <p>Les déplacements en toiture se feront dès que les protections collectives provisoires seront installées.</p> <p>Ces équipements seront conservés jusqu'à la réception des travaux en toiture.</p>	Toutes les entreprises sont concernées. Ne pas intervenir à l'aplomb d'un poste de travail en hauteur.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective : Adaptation pendant les travaux L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces. Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, ..) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation. Le danger sera signalé par tout moyen efficace. Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	
Voisinage	Les accès aux locaux devront être sécurisés. Respecter les horaires d'interventions (bruits, nuisances...)	Toutes les entreprises sont concernées
Bactéries, virus, parasites	<p>Appliquer les recommandations en vigueur. Ne pas faire intervenir des personnes ayant des symptômes ou suspicion de symptômes COVID 19 ou autres (grippe...)</p> <p>Présence de mэрule : port des EPIs adaptés : formations et informations auprès des intervenants</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Réseaux	<p>Réaliser les DT/DICT avant intervention. Les entreprises prennent connaissances de l'ensemble des réseaux existants en service (aériens et enterrés). Elles demandent la mise hors service des réseaux présentant des risques par rapport aux travaux à réaliser. Les réseaux restant en service sont repérés et signalés. Délimitation matérielle de la zone de sécurité par une signalisation appropriée ou l'installation de gabarits de protection, consolidation et sécurisation des tranchées</p> <p>AIPR : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux L'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable depuis le 1er janvier 2018. Dans le cadre de la réforme « anti endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages</p>	Respecter le balisage et signalétique en place Ne pas intervenir sur un réseau en service.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité. L'employeur, qu'il soit privé ou public, devra délivrer une AIPR : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux, aux agents ou salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.</p>	
Eclairage	<p>Les zones de travaux et de circulations doivent être suffisamment éclairées : un éclairage collectif devra être mis en place dans les zones de circulations communes. Les entreprises devront avoir en permanence à disposition des éclairages complémentaires sur leurs postes de travail.</p> <p>Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol, vide sanitaire... : utilisation obligatoire de baladeuse en très basse tension de sécurité (TBTS) ou sur batterie.</p> <p>Les éclairages à lumière froides sont à favoriser</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Si éclairage non suffisant, remonter information et/ou installation d'éclairage portatif.</p>
Collision, heurt	<p>Respect des sens de circulation et du code de la route. Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation. Rouler au pas. Prévoir un homme trafic pour l'entrée et la sortie de véhicules et lors de chaque déplacement d'engins Fermer le portail, barrière ou grille d'accès site après chaque entrée et chaque sortie de véhicule. Laisser la voie d'accès pompier libre, pas de stockage et pas de stationnement dans les zones de circulations et d'accès. Port du gilet de signalisation Les engins doivent être équipés d'un signal sonore de recul et d'un gyrophare en état de fonctionnement.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Ne pas intervenir ni circuler à proximité d'un engin en intervention.</p>
Brûlure thermique	<p>Utiliser du matériel et des EPIs adapté et entretenu. Interdiction de retirer les éléments de sécurité du matériel (écrans protecteurs, carters...)</p> <p>Tout opérateur amené à utiliser du matériel spécifique doit avoir reçu une formation à l'utilisation en sécurité de la machine dès son arrivée à son poste.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>	<p>Eviter la coactivité dans la zone de travaux concernés Port des EPIs adaptés. Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Choc, coupure, piqûre	<p>Protéger et signaler tous les éléments présentant un risque de coupure ou de choc.</p> <p>Utiliser du matériel et des EPIs adapté et entretenu.</p> <p>Interdiction de retirer les éléments de sécurité du matériel (écrans protecteurs, carters...)</p> <p>Tout opérateur amené à utiliser du matériel spécifique doit avoir reçu une formation à l'utilisation en sécurité de la machine dès son arrivée à son poste.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>	<p>Eviter la coactivité dans la zone de travaux concernés</p> <p>Port des EPIs adaptés.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Les travaux doivent être réalisés hors tension. S'assurer avant tout travaux de la mise hors tension des réseaux (PV de consignation, attestation de mise hors tension....).</p> <p>Si la mise hors tension n'est pas possible, les réseaux restant sous tension doivent être repérés, protégés... et le personnel doit être en possession des habilitations électriques adaptées aux travaux à réaliser : mettre en place les protections collectives adaptés et interdire l'accès.</p> <p>Le matériel électrique est conforme au normes en vigueur, en bon état et à jour de ses vérifications réglementaires.</p> <p>Utilisation de multiples enrouleurs interdit : 1 seul enrouleur maximum 25ML.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Respecter la signalétique et balisage en place.</p>
Engins et matériels	<p>Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation , les conducteurs sont en possession de l'autorisation de conduite et d'une formation approprié à l'engin utilisé (CACES par exemple).</p> <p>Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Idem concernant les appareils de levage (sangles, crochets...).</p> <p>Les engins sont équipés de gyrophares et signal sonore de recul</p> <p>Les zones de travaux sont balisées et adapté en permanence. Présence d'un homme trafic obligatoire.</p>	<p>Respecter les balisages en place.</p> <p>EPI complémentaires en fonction des travaux des entreprises si besoin :</p>
Manutention manuelle	<p>Les entreprises prennent les mesures d'organisation appropriées ou utilisent les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Respecter les balisages en place. Maintenir en permanence les circulations propres et</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>charges par les travailleurs. Les entreprises définissent, dans leur PPSPS, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.</p> <p>Quel que soit le type de matériel de levage retenu, et préalablement à toute opération d'approvisionnement, les entreprises doivent mettre en place des dispositifs permettant d'acheminer les charges à leur point de destination sans que le personnel affecté à leur réception soit, à aucun moment, exposé à un risque de chute.</p> <p>Limiter le poids des charges à manutentions manuellement, utiliser du matériel d'aide à la manutention, et former les intervenants aux gestes et postures.</p>	<p>rangées.</p>
<p>Stabilité, renversement</p>	<p>Le matériel ou des matériaux peuvent se renverser ou basculer suite à un déséquilibre (un défaut de stabilisation, d'amarrage, d'ancrage ou des appuis, des effets du vent, suite à un choc et/ou une mauvaise manœuvre, une mauvaise répartition de charge, un dépassement des limites d'utilisation de l'engin...)</p> <p>Stockage précaire : L'ensemble du matériel entreposé ou stocké devra être stable et amarré pour éviter le risque de chuter sur quelqu'un. Ne stockez pas sur un sol encombré, inégal ou glissant (ou pouvant le devenir). Stockez les éléments les plus lourds le plus en bas possible, afin d'avoir le centre de gravité le plus bas possible. Privilégiez le stockage à plat. Utilisez les râteliers pour le stockage vertical.</p> <p>Basculement d'engin : S'assurer de la stabilité et de l'état du sol ou de la capacité de l'engin (pente trop forte, instabilité, terrain hétérogène, etc.). Examen d'adéquation levage/engin (basculement en cas de dépassement des capacités). Prendre en compte les éléments naturels (vent, orage, pluie, obscurité, etc.)</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins et dans la zone de stockage des autres entreprises. Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.</p>
<p>Travaux à point chaud</p>	<p>Protéger l'environnement du poste de travail (retirer tout objet ou matériel inflammable), présence obligatoire d'un extincteur (apporté par l'entreprise et approprié à l'usage) adapté en état, à proximité du poste de travail Etablissement d'un permis de feu avec l'exploitant le cas échéant.</p>	<p>Pas d'intervention à proximité des postes de travail par point chaud</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Evacuation des dechets, rangement et nettoyage du chantier.</p> <p>Surveillance apres travaux et avant de quitter le site (minimum 2h avant).</p> <p>Ventilation des locaux.</p> <p>Interdiction de fumer sur site.</p>	
Multi danger	<p>L'accès aux fouilles et tranchée devra se faire via une échelle approprié.</p> <p>Pour accéder de part et d'autres des tranchées, prévoir des passerelles d'accès sécurisées.</p> <p>Le chantier devra être interdit au public : En cas de démontage de clôture ou de portail existant, l'entreprise qui les dépose devra mettre en place une installation provisoire pour maintenir un chantier clos.</p> <p>Circulation intérieure au chantier : Les entreprises devront rouler au pas. La circulation et le stationnement des véhicules personnel sont interdits sur le chantier. Le stationnement des véhicules se fera sur un parking défini dans le plan d'installation de chantier réalisé. Aucun stockage et stationnement ne sera autorisé sur les voies de circulation. Pas de stationnement sous une zone de travaux. Les voies pompiers, urgences seront maintenues libres en permanence.</p> <p>Refermer les accès au chantier après chaque passage.</p> <p>Le port des EPIs est obligatoire et ils doivent être en adéquation avec les travaux à réaliser avec bordereau de vérifications des EPIs à jour et nominatif.</p> <p>Disposer d'un téléphone en état de fonctionnement avec batterie chargée pour les appels d'urgence.</p> <p>Interdiction de fumer sur le lieu de travail.</p> <p>Horaires convenable de travail et pose repas obligatoire.</p> <p>À la clôture du chantier, l'entreprise s'assurera de l'absence de dangers résiduels, de la remise en état de la zone, de l'élimination des déchets, matériaux et matériels.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Amiante	<p>En cas de découverte d'amiante (déchets sauvage...) : Arrêter la tâche et Contacter MOA/MOE et CSPS pour définir un mode opératoire.</p>	Toute les entreprises sont concernées.
Routier, autoroutier	Travaux sous balisage obligatoire à adapter	Toutes les entreprises sont

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>en permanence selon les zones et besoin du chantier.</p> <p>A aucun moment, le public ne doit pouvoir accéder au chantier. Prévoir un homme trafic pour la gestion des circulations.</p> <p>L'emplacement des engins est étudié selon les rotations prévues, les engins (godets, bras..) ne doivent pas dépasser les zones balisées.</p> <p>Pas de travailleur isolé, port des EPI. Port obligatoire du gilet rétro-réfléchissant dans toute l'emprise du chantier.</p> <p>Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit, plaque de service et signal sonore de recul.</p> <p>Faires les demandes d'autorisations (voiries, signalisation temporaire de chantier...) auprès des services compétents.</p> <p>La signalisation et déviations devront être claires et compréhensibles de tous les usagers.</p> <p>Les zones de travaux remis en circulation provisoire devront être propres, sans déformation de chaussée ni risque de projection.</p>	<p>concernées</p> <p>Respect de la signalisation.</p> <p>Réduction de la vitesse (zone chantier).</p>
Rupture, effondrement	<p>S'assurer de la qualité des sols (risque de renversement) et de la bonne tenue des ouvrages à proximité (passage d'un engin, ouverture d'une fouille, tranchée...)</p> <p>Circulation d'un engin à proximité d'une tranchée interdite. Stockage aux abords des tranchées interdit.</p> <p>Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur), selon étude de sol --</p> <p>>Se conformer aux préconisations du géotechnicien.</p> <p>Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place..</p> <p>Surveillance permanente des travaux.</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.</p> <p>Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.</p>

Séquence : 2 - PREPARATION

DECONSTRUCTION – CURAGE – DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>Pas de coactivité avec les autres entreprises lors des phases de curage, démolition et désamiantage</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Coactivité interdite</p> <p>Respecter les balisages</p> <p>Attendre les mesures libératoires</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	<p>Rédiger un plan de retrait et un PPSPS Signaliser les zones d'interventions Coactivité interdite L'entreprise de désamiantage doit respecter le code du travail et intervenir dans une zone étanche confinée afin d'éviter la pollution des zones avoisinantes.</p> <p>Chaque entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de leurs travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>Les entreprises prendront connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition Elles devront observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux.</p> <p>Les travaux sur ou à proximité de matériaux susceptible de libérer des fibres d'amiante ne pourront être réalisés que par du personnel formé à ces travaux. Les encadrants des entreprises devant réaliser ces travaux auront au préalable envoyé leurs modes opératoires aux organismes.</p> <p>Les entreprises devront respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de leurs déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p>	<p>avant intervention dans une zone désamiantée.</p> <p>Coactivité interdite Respecter les balisages Attendre les mesures libératoires avant intervention dans une zone désamiantée.</p>
Plomb	"Chaque entreprise devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection destinées à éviter l'inhalation	Toutes les entreprises sont concernées Respecter les balisages en

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>par la décimation sous forme de poussières de plomb lors de l'exécution de travaux de grattage, ponçage, démolition, etc. sur les murs, plafonds, menuiseries extérieures, éléments de charpente, portes, etc. contenant du plomb.</p> <p>Mode opératoire pour assurer votre sécurité et celle des personnes présentes sur le chantier à fournir dans les PPSPS : aspiration des poussières et fumées, isolation des déchets contaminés au plomb.</p>	<p>place. Prendre connaissance des repérages plomb avant travaux Pas de coactivité</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Trémies : Obturer le vide des trémies. Favoriser tant que possible la pose d'un platelage comme moyen de protection Si l'obturation complète de la trémie est impossible ou inadaptée, disposer des garde-corps fixés en rive de dalle de la zone d'ouverture de plancher. Le dispositif de protection ne doit pas gêner et doit : - protéger les circulations et travaux autour de la trémie - protéger les circulations et travaux au-dessus de la trémie Si possible prévoir l'accès en hauteur par un escalier définitif ou provisoire.</p>	Toutes les entreprises sont concernées. Respecter la sécurité mis en place.
Chute d'objets, éclats	<p>Délimitez le périmètre de travail et mettre en place des écrans anti-projection. Vérifier que rien ne puisse tomber après votre passage.</p> <p>Gravats : Évacuez par des goulottes et non par-dessus bord.</p>	Coactivité interdite. Investigation des lieux avant intervention
Inhalation poussières	Prévoir brumisateurs pour rabattre les émissions de poussières des travaux de démolition : l'environnement de travail est plus sain pour les opérateurs et les nuisances pour les riverains sont supprimées.	Coactivité interdite.
Travail en hauteur	<p>Au fur et à mesure de la déconstruction : installez des dispositifs de sécurité collective temporaires tels que des garde-corps ou intervention munis d'EPIs antichute si impossibilité technique de mettre en place une sécurité collective conforme. Toutes les zones de travail devront être sécurisées contre le risque de chute.</p>	
Rupture, effondrement	Réaliser un plan de démolition qui garantit la stabilité des ouvrages à chaque étape de la déconstruction.	Coactivité interdite.

Séquence : 3 - VRD

DECONSTRUCTION – CURAGE – DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel Interdiction de stocker en bordure de fouilles.	Respecter les balisages et signalétiques en place. Interdiction de stocker en bordure de fouilles. Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)
Chute et heurt avec charge en mouvement	Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation. Prévoir la présence d'homme trafic lors des déplacements. Utiliser du matériel conforme, adapté et entretenu, penser à bien nettoyer les vitres des engins. N'hésitez pas à améliorer la visibilité au poste de conduite, avec par exemple des miroirs, des système de détection d'obstacles ou des caméras de recul. Interdiction d'effectuer des manœuvres de recul "à l'aveugle", c'est-à-dire sans être guidé si la visibilité n'est pas assurée. Interdiction de stocker ou de laisser sur des voies de circulation des matériaux ou des matériels. Interdiction de passer sous une charge et ne pas laisser de charges en suspens. Travaux sur la voie publique : autorisation d'occupation du domaine public Pour effectuer des travaux sur la voie publique ou occuper temporairement le domaine public routier, il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT), généralement auprès de la commune.	Toutes les entreprises sont concernées. Interdiction de passer sous une charge. Coactivité interdite
Collision, heurt	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manoeuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434. Plan de circulation Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux.	Toutes les entreprises sont concernées. Port du gilet de signalisation.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Prévoir notamment : le sens de circulation, les zones de manoeuvre des véhicules et engins, les zones de stockage, les circulations des piétons et des véhicules, l'organisation des manoeuvres, les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier.</p> <p>Ce plan de circulation sera soumis, pour avis au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.</p> <p>Conditions de circulation :</p> <p>Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> *respecter les limitations de vitesse imposées : 30 Km/h maximum *respecter la signalisation *respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) *respecter les priorités *respecter les distances minium de sécurité *respecter le code de la route *ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet *circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) *ne pas circuler benne levée *circuler feux de croisement allumés et gyrophares *ne pas circuler au point mort 	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyses des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux</p> <p>FORMATION AIPR obligatoire: autorisation d'intervention à proximité des réseaux.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Respecter la signalétique et balisage en place.</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Rangement et propreté <u>permanent</u> des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.</p> <p>En cas de stockage provisoire : zone balisée à l'écart des zones de circulations.</p> <p>Les ouvertures au sol doivent être fermées, dans le cas contraire mettre en place des barrières contre le risque de chute.</p> <p>Balisage, barriérage en retrait des fouilles (1 m minimum).</p> <p>Mise en place des tampons et fermetures au plus tôt sur regards et chambres enterrées (Les tranchées et ouvertures au sol (chambres...) devront être rebouchées à l'avancement, dans le cas contraire mettre en place des barrières contre le risque de chute).</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<p>Mise en place de passerelles sécurisée (différence de hauteur de circulations, passage tranchées...)</p> <p>Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation , les conducteurs sont en possession de l'autorisation de conduite et d'une formation approprié à l'engin utilisé (CACES par exemple).</p> <p>Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Idem concernant les appareils de levage (sangles, crochets...).</p> <p>Les engins sont équipés de gyrophares et signal sonore de recul</p> <p>Les zones de travaux sont balisées et adapté en permanence. Présence d'un homme trafic obligatoire.</p> <p>Réalisation des plateformes de l'opération avec une surlageur périphérique stabilisée de 3,00m (minimum) , pour permettre les interventions depuis au moyen de nacelles, échaudages....</p>	<p>Réception des plateformes périphériques avant intervention et/ou installation d'équipements.</p> <p>Respecter les balisages en place.</p> <p>EPI complémentaires en fonction des travaux des entreprises si besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gants - Protection auditive - Bottes - Etc...
Environnement naturel	<p>L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout écoulement de produits ou matières polluantes vers les sols ou les plans d'eau, les bouches d'eaux pluviales, les réseaux d'eaux usées, les terre-pleins et endroits à risque (château d'eau, école...).</p> <p>Prévoir des bacs de rétention, et kit anti pollution + kit absorbant</p> <p>Le nettoyage des engins doit se faire sur une aire aménagée à cet effet avec fosse de décantation.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Inhalation poussières	Humidifier les pistes si nécessaire.	<p>Eviter les zones de travaux concernées dans le cas où l'entreprise ne peut éviter de générer de la poussière.</p> <p>Mise à disposition de masques anti-poussière pour les salariés.</p>
Réseaux	<p>Réaliser les DT/DICT</p> <p>Les entreprises prennent connaissances de l'ensemble des réseaux existants en service Elles demandent la mise hors service des réseaux présentant des risques par rapport aux travaux à réaliser.</p> <p>Les réseaux restant en service sont repérés</p>	Respecter le balisage et signalétique en place

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	et signalés. Délimitation matérielle de la zone de sécurité par une signalisation appropriée ou l'installation de gabarits de protection	
Stabilité, renversement	<p>Le matériel ou des matériaux peuvent se renverser ou basculer suite à un déséquilibre (un défaut de stabilisation, d'amarrage, d'ancrage ou des appuis, des effets du vent, suite à un choc et/ou une mauvaise manœuvre, une mauvaise répartition de charge, un dépassement des limites d'utilisation de l'engin...)</p> <p>Stockage précaire : L'ensemble du matériel entreposé ou stocké devra être stable et amarré pour éviter le risque de chuter sur quelqu'un. Ne stockez pas sur un sol encombré, inégal ou glissant (ou pouvant le devenir). Stockez les éléments les plus lourds le plus en bas possible, afin d'avoir le centre de gravité le plus bas possible. Privilégiez le stockage à plat. Utilisez les râteliers pour le stockage vertical.</p> <p>Basculement d'engin : S'assurer de la stabilité et de l'état du sol ou de la capacité de l'engin (pente trop forte, instabilité, terrain hétérogène, etc.). Examen d'adéquation levage/engin (basculement en cas de dépassement des capacités). Prendre en compte les éléments naturels (vent, orage, pluie, obscurité, etc.)</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins et dans la zone de stockage des autres entreprises. Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.</p>
Multi danger	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'oeuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p>Refermer les accès au chantier après chaque passage. Le port des EPIs est obligatoire et ils doivent être en adéquation avec les travaux à réaliser avec bordereau de vérifications des EPIs à jour et nominatif. Disposer d'un téléphone en état de</p>	Toutes les entreprises sont concernées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>fonctionnement avec batterie chargée pour les appels d'urgence. Interdiction de fumer sur le lieu de travail. Horaires convenable de travail et pose repas obligatoire.</p> <p>À la clôture du chantier, l'entreprise s'assurera de l'absence de dangers résiduels, de la remise en état de la zone, de l'élimination des déchets, matériaux et matériels.</p>	
Rupture, effondrement	<p>Établissement d'un plan de terrassement Vérification, applications des préconisations du rapport géotechnique pour le recul des talus dans l'emprise foncière et préconisation des ouvrages avoisinants, éventuellement mise en place d'une géo-membrane pour limiter la chute de bloc . La plateforme doit prévoir une pente légère afin que les eaux de ruissellement en cas de pluie, s'évacuent naturellement vers l'extérieur et non dans l'excavation.</p> <p>Protection des parois : bindage, talutage.. au-delà de 1,30 m de profondeur Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. Passerelle sur tranchées Remblayer au plus tôt les fouilles , tranchées</p>	<p>Respecter le balisage en place. Avant de travailler en pied de talus, l'entreprise devra s'assurer qu'il n'y a pas de risque d'ensevelissement.</p>
Inhalation poussières	<p>HAP : Présence d'Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) Prendre connaissance du repérage amiante. Réaliser l'évaluation des risques à partir des informations fournies par le donneur d'ordre sur la composition des revêtements concernés par les travaux. Adopter une organisation du travail qui réduit le nombre de salariés exposés aux poussières ainsi que la durée d'exposition.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménager les postes de travail pour que les opérateurs soient le plus possible éloignés des sources de poussières. • Réduire le temps de présence à proximité immédiate de la raboteuse. • Maintenir le poste de conduite propre (ne pas utiliser de soufflettes). • Organiser le nettoyage des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle (EPI) non jetables. • Entretenir les machines de façon à : <ul style="list-style-type: none"> o Maintenir l'intégrité du compartiment de fraisage ; o Maintenir le bon fonctionnement du 	<p>Prendre connaissance du repérage avant travaux. Eviter la proximité avec les travaux concernés. Port des EPIs adaptés.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>dispositif d'aspiration lorsqu'il existe ; o Maintenir le bon état des capotages sur les convoyeurs des bandes de réception et de déversement ; Maintenir le bon fonctionnement des systèmes d'arrosage de la fraise et des bandes transporteuses.</p> <p>Information des opérateurs : l'employeur doit établir, pour chaque poste ou situation de travail exposant à des risques chimiques, une notice destinée à informer chaque salarié concerné des risques auxquels il peut être exposé et des moyens mis en oeuvre pour les éviter</p> <p>Les salariés doivent recevoir une formation sur les risques liés à la présence possible de silice cristalline dans les revêtements routiers. Le rabotage de revêtements routiers entraînant des expositions à des poussières de silice cristalline (agent chimique dangereux), les salariés ne peuvent être affectés à ces travaux qu'après une visite médicale préalable. Le médecin du travail détermine la fréquence des visites qui ne peut excéder une périodicité de deux ans et se prononce sur l'absence de contre-indications.</p> <p><u>Mesures de prévention collective</u> Les principales mesures permettant de réduire les émissions de poussières sur un chantier de rabotage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le travail systématique à l'humide par arrosage du tambour de fraisage (cet arrosage sert en premier lieu au refroidissement de l'outil). • La présence de jupes, autour de la zone de fraisage, fournies par le constructeur de la machine. • L'utilisation de machines équipées d'un dispositif d'aspiration des poussières au niveau de la zone de fraisage qui permet une réduction significative de l'exposition des opérateurs. • Le capotage de la bande transporteuse d'évacuation des fraisâts. • Le maintien humide des voies de circulation des camions sur les zones rabotées. <p><u>Mesures de prévention individuelle</u> Lorsque la raboteuse n'est pas équipée d'un système d'aspiration, le conducteur et surtout le régleur devraient être équipés d'un appareil de protection respiratoire (APR) compte tenu du risque de dépassement de la VLEP pour la silice cristalline.</p> <p>Lorsque la raboteuse possède un système d'aspiration, les opérateurs n'ont pas a priori</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>à être équipés d'un APR sauf en cas de situations particulières révélées par l'évaluation des risques (très fort pourcentage de silice cristalline dans les granulats, conditions météorologiques défavorables...). Certaines opérations de maintenance nécessitent également le port d'un APR : changement des pics sur la fraise, nettoyage du poste de conduite...</p> <p>Les APR utilisés seront à minima de type demi-masque avec filtre P3 ou demi-masque filtrant à usage unique de type FFP3. Ces types de protection sont adaptés pour des durées de port courtes (inférieures à 15 minutes).</p> <p>Pour des durées de port plus longues, les APR à ventilation assistée - demi-masque à ventilation assistée (TM2P), masque complet (TM3P) ou casque ou cagoule à ventilation assistée (TH3P ou TH2P) sont plus confortables et plus efficaces que ceux à ventilation libre (demi-masque avec filtre P3 ou FFP3).</p> <p>La durée de port des EPI et les temps de pause sont fixés par l'employeur après avis du médecin du travail.</p> <p>Lorsque l'évaluation des risques ne conclut pas à la nécessité du port d'une protection respiratoire, il est recommandé que les opérateurs aient à leur disposition des APR de type FFP3 qu'ils pourront utiliser pour certaines opérations particulières notamment les opérations de maintenance.</p>	
Inflammation, explosion	<p>En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé (poste de travail et voisinage) jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.</p> <p>Informé le MOA/MOE ET CSPS pour information auprès de toutes les entreprises.</p> <p>Sécuriser la zone concernée et baliser avec interdiction d'accès.</p> <p>Le stockage des produits inflammables doit se faire dans une zone sécurisée.</p> <p>Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité.</p>	Interrompre immédiatement les travaux.
Pollution de l'atmosphère	<p>Les véhicules et engins motorisés utilisés par le titulaire sont entretenus et contrôlés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'intervenant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussières, les particules, le CO2 dans l'atmosphère et les projections liées à ses activités.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.

Séquence : 4 - GROS OEUVRE

DECONSTRUCTION – CURAGE – DESAMIANPAGE – DEPLOMBAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	<p>Le matériel ou des matériaux peuvent se renverser ou basculer suite à un déséquilibre (un défaut de stabilisation, d'amarrage, d'ancrage ou des appuis, des effets du vent, suite à un choc et/ou une mauvaise manœuvre, une mauvaise répartition de charge, un dépassement des limites d'utilisation de l'engin...)</p> <p>Stockage précaire : L'ensemble du matériel entreposé ou stocké devra être stable et amarré pour éviter le risque de chuter sur quelqu'un. Ne stockez pas sur un sol encombré, inégal ou glissant (ou pouvant le devenir). Stockez les éléments les plus lourds le plus en bas possible, afin d'avoir le centre de gravité le plus bas possible. Privilégiez le stockage à plat. Utilisez les râteliers pour le stockage vertical.</p> <p>Basculement d'engin : S'assurer de la stabilité et de l'état du sol ou de la capacité de l'engin (pente trop forte, instabilité, terrain hétérogène, etc.). Examen d'adéquation levage/engin (basculement en cas de dépassement des capacités). Prendre en compte les éléments naturels (vent, orage, pluie, obscurité, etc.)</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins et dans la zone de stockage des autres entreprises. Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.</p>
Engins et matériels	<p>Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments (suffisamment large pour permettre le passage d'un engin ou la pose d'un échafaudage).</p> <p>Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation, les conducteurs sont en possession de l'autorisation de conduite et d'une formation appropriée à l'engin utilisé (CACES par exemple). Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Idem concernant les appareils de levage (sangles, crochets...).</p> <p>Les engins sont équipés de gyrophares et signal sonore de recul</p> <p>Les zones de travaux sont balisées et adapté en permanence. Présence d'un homme trafic obligatoire.</p>	<p>Respecter les balisages en place.</p> <p>Interdiction à toutes autres entreprises d'accès de circulation dans la zone de montage et d'essais de la grue</p> <p>Pas de travail d'autres LOTS sous les zones de levages et de montage du LOT Gros oeuvre .</p> <p>EPI complémentaires en fonction des travaux des entreprises si besoin : - Gants - Protection auditive - Bottes - Etc...</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Fournir un plan de grutage Réalisation d'examen d'adéquation de levage avant travaux de manutention levage Cordes de guidages Chef de manoeuvre</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manoeuvre. Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définis dans les notices</p>	
Travail en hauteur	<p>Mise en place d'un accès fixe (échafaudage réceptionnés) Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Les déplacements en toiture se feront dès que les protections collectives provisoires seront installées. Ces équipements seront conservés jusqu'à la réception des travaux en toiture.</p> <p>Utilisation de moyens d'accès en hauteur sécurisé et en bon état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PIRL - Échafaudage avec du personnel formé et habilité au montage et à l'utilisation - Nacelle avec des conducteurs titulaires de l'autorisation de conduite. - Matériel spécialement conçu (échelle à prémur...) <p>...</p> <p>Les travaux superposés sont interdits. Vérification régulière du matériel utilisé. Les entreprises doivent utiliser des équipements conformes à la réglementation et en bon état pour réaliser les travaux en hauteur. Les travaux en hauteur doivent être réalisés en priorité en sécurité collective. En cas d'intervention en EPIs, l'opération devra être justifié par l'impossibilité technique de mettre en place une sécurité collective, et l'intervention devra être réalisé par du personnel formé avec équipements adéquats et mode opératoire détaillé dans le PPSPS. Prévoir également la mise en place de filet en sous face à l'intérieur de l'ouvrage, en position horizontale qui suit la pente de la toiture, directement sous les postes de travail.</p> <p>Balisage des zones en dessous des travaux</p>	Toutes les entreprises sont concernées. Ne pas intervenir à l'aplomb d'un poste de travail en hauteur.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>en prenant en compte la courbe de chute. Pas de superposition de tâche. Veiller à écarter les équipements non utilisables (PIRL...) non fixées, non stables...afin d'éviter son utilisation, en les posant au sol par exemple.</p> <p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en oeuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. <p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES : L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention. Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise. Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>une échelle. L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p> <p>Enlèvement temporaire d'une protection collective : Adaptation pendant les travaux L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, ..) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	
Environnement naturel	<p>L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout écoulement de produits ou matières polluantes vers les sols ou les plans d'eau, les bouches d'eaux pluviales, les réseaux d'eaux usées, les terre-pleins et endroits à risque (château d'eau, école...).</p> <p>Prévoir des bacs de rétention, et kit anti pollution + kit absorbant</p> <p>Le nettoyage des engins doit se faire sur une aire aménagée à cet effet avec fosse de décantation.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Contraintes météorologiques	<p>Planifier le travail en fonctions des conditions météorologiques.</p> <p>Suspendre l'intervention par temps défavorable : renseignements météorologiques au 3250.</p> <p>Eviter l'exposition à la pluie, au froid, au vent, à la neige, orage, aux fortes chaleurs...</p> <p>Pas d'intervention en hauteur par grand vent (Sur un chantier de construction, il y a intempérie lorsque les rafales de vent dépassent les 60 km/h)</p> <p>Mesure constante du vent lors de l'utilisation d'une grue.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les conditions atmosphériques.</p> <p>Une vigilance doit être adoptée pour des températures inférieures à 5°C ou supérieures à 30°C. En tant que chef d'entreprise, vous devez cependant prévenir les risques liés aux conditions climatiques et respecter certaines obligations : évaluer les risques relatifs aux fortes chaleurs et aux intempéries et mettre en œuvre des mesures de prévention, informer vos salariés sur les risques relatifs aux conditions climatiques et des moyens de protection existants, ne pas exposer les jeunes travailleurs de moins de 18 ans aux températures difficiles, Vous pouvez prévoir des mesures de prévention adaptées comme par exemple : ► mettre à la disposition de vos salariés des vêtements de travail adéquats (parka, vêtements de pluie...), ► fournir à vos salariés de l'eau fraîche (3 litres par jour et par salarié), ► limiter les manutentions et les postures contraignantes, ► dans les locaux fermés, s'assurer du renouvellement de l'air pour éviter les élévations exagérées de température.</p> <p>Aménager les horaires de travail pour éviter les heures les plus chaudes. Porter des vêtements favorisant l'évaporation de la sueur (vêtements légers en coton, de couleur clair...)</p>	
<p>Chute et heurt avec charge en mouvement</p>	<p>Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation. Prévoir la présence d'homme trafic lors des déplacements. Chef de manœuvre obligatoire lors du levage de charges.</p> <p>Utiliser du matériel conforme, adapté et entretenu, penser à bien nettoyer les vitres des engins. N'hésitez pas à améliorer la visibilité au poste de conduite, avec par exemple des miroirs, des système de détection d'obstacles ou des caméras de recul. Interdiction d'effectuer des manœuvres de recul "à l'aveugle", c'est-à-dire sans être guidé si la visibilité n'est pas assurée. Interdiction de stocker ou de laisser sur des voies de circulation des matériaux ou des</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Interdiction de passer sous une charge. Coactivité interdite</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>matériels. Interdiction de passer sous une charge et ne pas laisser de charges en suspens.</p> <p>Travaux sur la voie publique : autorisation d'occupation du domaine public Pour effectuer des travaux sur la voie publique ou occuper temporairement le domaine public routier, il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT), généralement auprès de la commune.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Rangement et propreté <u>permanent</u> des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC. En cas de stockage provisoire : zone balisée à l'écart des zones de circulations.</p> <p>Les ouvertures au sol doivent être fermées, dans le cas contraire mettre en place des barrières contre le risque de chute.</p> <p>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés , installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Déplacement de plain-pied	<p>Trémies : Obturer le vide des trémies. Favoriser tant que possible la pose d'un platelage comme moyen de protection Si l'obturation complète de la trémie est impossible ou inadaptée, disposer des garde-corps fixés en rive de dalle de la zone d'ouverture de plancher. Le dispositif de protection ne doit pas gêner</p>	Toutes les entreprises sont concernées. Respecter la sécurité mis en place.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	et doit : - protéger les circulations et travaux autour de la trémie - protéger les circulations et travaux au-dessus de la trémie Si possible prévoir l'accès en hauteur par un escalier définitif ou provisoire.	
Rupture, effondrement	Vérifier la stabilité des ouvrages à chaque étape de la construction. Superposition de tâches interdite.	Superposition de tâches interdite. Interdiction de passer sous une charge ou un ouvrage en construction.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives :
Gardes corps sur escaliers, sur les ouvertures baies, balcons, protections des trémies horizontales et verticales, des excavations et bords de talus etc.
Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise titulaire
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le Maître d'OEuvre et le CSPS se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Les autres LOTS auront aussi à prévoir et à mettre en place leurs propres protections collectives pour leurs interventions en hauteur, en élévations avec par exemple la mise en place d'échafaudages réceptionnés, de PIRL, usage de nacelles PEMP, protections contre les chutes de personnes etc.

Il est strictement interdit de fumer dans les cantonnement et sur les postes de travail.

Opération de désamiantage :

- Aucun autre corps d'Etat n'interviendra dans la zone durant les opérations de désamiantage.

Opération de déplombage :

- L'Entreprise interviendra avant tous les autres lots, sans co-activité.

Un repérage Plomb/Amiante complémentaire est à faire si découverte ou suspicion de présence lors des travaux (déchets sauvages...)
Prévenir MOA/MOE/CSPS.

La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes

généraux de prévention :

- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques.
 - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).
 - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les coactivités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)
 - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.
 - Chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.
 - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.
 - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel.
- Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

PPSPS : A FOURNIR AVANT INTERVENTION POUR ANALYSE, DEBUT DES TRAVAUX INTERDIT AVANT HARMONISATION.

- Le PPSPS doit être adapté à l'opération : Pas de document type et/ou de copié-collé d'une autre opération.
- Le contenu du PPSPS doit être commenté à l'ensemble du personnel intervenant et les intérimaires.
- Une copie doit être disponible sur le chantier et à disposition du personnel et des organismes institutionnels.
- Suite à la VIC, l'entreprise élabore ou met à jour son PPSPS et le fournit par courriel au Coordonnateur SPS pour harmonisation.

Rappel : selon l'article L 4744-5 du Code du Travail :

« Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5 ».

Contenu obligatoire du PPSPS :

Coordonnées entreprise :

Nom et adresse de l'entreprise

Opération et adresse

Effectif et évolution

Responsable sur site

Lots concernés : Sous-traitance :

Titulaire ou Sous-traitant

Prévision de sous-traitance

Tâches envisagées en sous traitance

Coordonnées des sous-traitants

Consignes et organisation des 1er secours :

Nombre de secouristes et coordonnées

Le matériel médical existant sur le chantier et emplacement

Les mesures prises pour évacuer les victimes d'accidents (consignes, numéros d'urgences, moyens d'appels des secours...)

Condition d'hygiène mis à disposition des salariés : (sanitaire - vestiaires - réfectoire)

Mesures prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant :

De l'exécution par d'autres entreprises

Des contraintes propres au chantier

La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise.

Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Mesures prises pour assurer la continuité des protections collectives.

Mesures prises pour prévenir les risques dans le cadre des approvisionnements (DHOL)

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Maître d'OEuvre et le CSPS se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

IDEM concernant le nettoyage ou l'évacuation des déchets. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le Maître d'OEuvre et le CSPS se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

IDEM concernant le nettoyage ou l'évacuation des déchets. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Lorsque les manutentions manuelles ne peuvent être évitées, l'employeur évalue les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organise les postes de façon à limiter ces risques (aides mécaniques, accessoires de préhension).

Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. L'entreprise devra définir en collaboration avec son médecin du travail les mesures appropriées.

Formation des salariés sur les manutentions manuelles,

Les manutentions manuelles répétitives doivent être remplacées ou aidées par des levages mécaniques,

Les charges soulevées à la main ne doivent pas dépasser 30 kg : 25 si possible (C.R.A.M.),

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la

maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Sensibilisation et formation du personnel opérateur aux FDS

EPI spécifiques prévues aux FDS

Privilégier l'usage de produits non dangereux ou moins dangereux.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

Interdiction de fumer en dehors des zones fumeurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages doivent être en adéquation avec les travaux à réalisés et l'utilisation qui en est prévue, selon les besoins des entreprises.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Echafaudage de pied.

Cet échafaudage dépassera au moins d'un mètre l'ensemble de la toiture et devra servir de sécurité collective conforme.

L'échafaudage servant également de protection périphérique anti-chute, les garde-corps doivent être doublés par des filets de recueil et les ancrages de l'échafaudage doivent être calculés en conséquences suivant les instructions du fabricant.

Vigilance selon conditions météo :

Pour mémoire, les travaux en hauteur sont interdits lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables (neige, verglas, gel, vent, pluie, vent violent, inondations).

En outre, l'article R4225-1 du Code du travail, relatif aux lieux de travail concernant l'aménagement des postes de travail extérieur prévoit que ces postes de travail soient aménagés de telle sorte que les travailleurs, dans la mesure du possible soient protégés contre les conditions atmosphériques.

Les échafaudages doivent être installés de manière à prévenir le risque de glissement, de renversement et d'affaissement.

Les travaux d'échafaudage doivent être arrêtés en cas de vitesses du vent supérieures à 50 km/h. La vitesse maximale du vent à laquelle des travaux sur échafaudages peuvent être effectués se situe à 60 km/h.

L'échafaudage doit être contrôlé pour repérer les éventuels dommages sitôt l'accalmie.

La mise à disposition d'un échafaudage par une entreprise s'accompagne d'un document qui officialise le transfert de garde de l'échafaudage. L'entreprise qui prend en charge l'échafaudage s'assure visuellement que celui-ci correspond au cahier des charges défini pour ses travaux et signe le procès-verbal

Avant montage de l'échafaudage, une réunion sera organisée afin de définir les besoins exacts des différentes entreprises devant utiliser cet échafaudage

L'échafaudage sera réceptionné avant utilisation par l'ensemble des entreprises concernées par son utilisation.

Echafaudage de pied.

Cet échafaudage dépassera au moins d'un mètre l'ensemble de la couverture concernée par les travaux du lot TOITURE / COUVERTURE / ETANCHEITE

Vigilance selon conditions météo :

Pour mémoire, les travaux en hauteur sont interdits lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables (neige, verglas, gel, vent, pluie, vent violent, inondations).

En outre, l'article R4225-1 du Code du travail, relatif aux lieux de travail concernant l'aménagement des postes de travail extérieur prévoit que ces postes de travail soient aménagés de telle sorte que les travailleurs, dans la mesure du possible soient protégés contre les conditions atmosphériques. Les échafaudages doivent être installés de manière à prévenir le risque de glissement, de renversement et d'affaissement.

Les travaux d'échafaudage doivent être arrêtés en cas de vitesses du vent supérieures à 50 km/h. La vitesse maximale du vent à laquelle des travaux sur échafaudages peuvent être effectués se situe à 60 km/h. L'échafaudage doit être contrôlé pour repérer les éventuels dommages sitôt l'accalmie.

Avant montage de l'échafaudage, une réunion sera organisée afin de définir les besoins exacts des différentes entreprises devant utiliser cet échafaudage

L'échafaudage sera réceptionné avant utilisation par l'ensemble des entreprises concernées par son utilisation.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement.

De plus, chaque conducteur doit être en possession d'une « Autorisation de conduite » appropriée à la catégorie de l'engin qu'il conduit, établie et délivrée par son chef d'établissement.

D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner doit être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices

Consignes d'utilisation des PEMP

Utilisations nacelles (ou autres matériels)

(appliquer la réglementation française et avoir les documents en conséquence)

Tenir à disposition des organismes de

prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite (il est rappelé que l'opérateur et le surveillant doivent être titulaires du CACES / autorisation de conduite - documents en français et équivalent) ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice. Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail

- Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.
- Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.
- Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition.
- Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer. Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment. L'entreprise titulaire, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté.

- Chaque entreprise devra le nettoyage de son chantier au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Les débris, chutes et déchets de toutes sortes provenant de la mise en oeuvre de ses matériaux ou produits ne devront en aucun cas gêner les autres corps d'état dans l'exécution de leurs travaux.
- En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux et logements touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.
- Dans tous les cas, l'entrepreneur procédera au nettoyage final de ses ouvrages et de son chantier et maintiendra ceux-ci en bon état jusqu'à la date de réception des travaux.
- Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

Dans cet objectif, l'entreprise en charge de lots de travaux sera tenue de procéder à l'évacuation en décharge des débris, chutes et déchets liés à la réalisation de ses travaux.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

L'aire occupée par les matériaux ou matériels est maintenue en permanence en état de propreté et d'ordre pendant toute la durée des travaux.

Au même titre, la base vie et ses abords seront constamment tenus en état de propreté, nettoyés et entretenus quotidiennement.

Il sera absolument interdit de bruler ou d'enfouir les déchets sur le chantier.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

CHACQUE ENTREPRISE est responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés - Sans Objet.
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires, exploitants, concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

SOL ET SOUS-SOL AIPR

Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...)

RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.

Afin d'éviter les risques électriques, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.

RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :

- 3 m pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)
- 5 m pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)
- 1,50 m pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.

Demande de mise hors tension

Si nécessaire, demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour la durée de l'intervention à risque, et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R.4534-116).

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zones publiques que privées.

- Demandes d'arrêtés - A demander si nécessaire auprès de la maîtrise d'oeuvre et la commune.
- Autorisations concessionnaires - A demander si nécessaire auprès de la maîtrise d'oeuvre et des exploitants.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux (gaz, électricité, ...) sont précisées dans le PPSPS de l'entreprise ou sous-traitant concerné.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur des lots GO, Terrassements et VRD, durant leur intervention :

- Recherche et repérage de tous les réseaux enterrés et aériens (électricité, eau, gaz, ...)
- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux devront mentionner la nature du réseau concerné, et sa profondeur pour ceux enterrés.
- Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).

- Consignation de ces réseaux, en particulier, vérification de cette consignation avant intervention.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux dans les formes et délais prescrits par la réglementation, notamment :

- Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT),
- Demande d'arrêtés municipaux, et permis de voirie (sens circulation, déviements piétons, cycles, véhicules, emprise chantier sur voirie, emprise sur place de stationnement, ...)

Les renseignements sont à obtenir auprès de la maîtrise d'œuvre.

En cas de rencontre inopinée de conduites ou engins de guerre : arrêt immédiat des travaux, évacuation, balisage d'une zone de sécurité, alerte des services de secours, reprise des travaux après autorisation écrite de la maîtrise d'œuvre uniquement.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les zones en travaux seront séparées par des barrières type HERAS et/ou par des cloisons étanches.

Tout devra être mis en place de manière à ce que le public ne puisse accéder aux zones de chantier.

L'ensemble immobilier est constitué de trois parties :

- ☐ Un bâtiment à vocation de commerce et d'habitation
- ☐ Des bâtiments d'angle le long d'une voie privée (à l'ouest du site)
- ☐ L'ancien garage Peugeot (limitrophe avec la place T. Paqué - parking)

Ils sont tous désaffectés et fermés au public.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas de chantier voisin connu à date.

En cas de chantier à venir, le donneur d'ordre ou le CSPS concerné par le nouveau chantier devra prendre contact avec le maître d'ouvrage et le CSPS du chantier en cours, pour définir les exigences de sécurité concernant les interférences et la coactivité éventuelle.

Les entreprises et le MOE devront tenir compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles ci. Un dispositif

de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Lors d'intervention dans le site en exploitation il conviendra au préalable d'organiser l'intervention avec l'exploitant pour analyser les risques du à l'environnement pour l'entreprise intervenante, et étudier l'impact de l'intervention sur les activités en exploitation.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- Les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- Les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

- Les Entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).
- Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les Entreprises.
- Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs.
- Quel que soit leur usage (chauffage, cuisson, destruction); les feux sont strictement interdits sur le chantier y compris dans la zone réservée aux cantonnements.
- 10 % des salariés travaillant sur le site devront connaître le maniement des extincteurs.

Permis feu à réaliser auprès du gestionnaire, chef d'établissement.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

Lors d'intervention dans le site en exploitation il conviendra au préalable d'organiser l'intervention avec l'exploitant pour analyser les risques du à l'environnement pour l'entreprise intervenante, et étudier l'impact de l'intervention sur les activités en exploitation.

6.7. Cas particulier

Sans objet.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité en cas d'urgence et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées sur le chantier.

Sauveteur Secouriste du Travail (SST) :

Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. Dans le cas de soustraitance,

l'entreprise titulaire imposera à ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux.

En l'absence de secouriste au sein d'une entreprise, celle-ci s'assurera de la présence d'un secouriste d'un autre corps d'état pendant son intervention.

Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.

Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si un secouriste du travail est présent sur le chantier.

Moyens d'appel des secours :

Mettre en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées. S'il est situé en salle de réunion ou un bureau de chantier, ces locaux devront être ouverts en présence d'entreprise sur le site.

En cas d'utilisation d'un téléphone portable, il devra être accessible en permanence avec chargeur dans un lieu fixe.

Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés à côté de ce poste téléphonique.

Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S.

Les consignes, n° à appeler en cas d'urgence, n° de téléphone du chantier et emplacement de la trousse de secours seront affichés dans tous les locaux.

SST :

La formation SST est une obligation réglementaire dans les entreprises et chantiers où sont réalisés des travaux dangereux, comme l'indique l'article R4224-15 du Code du travail.

« Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;

Chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Retenir comme travaux dangereux tous ceux qui présentent des risques d'accidents corporels, de lésions organiques ou des risques d'intoxication ou de contamination...

Travail isolé : éviter les postes de travail isolés, chaque fois que cela est possible.

En cas d'impossibilité avérée, vous pourrez mettre en place des mesures en tenant compte des contraintes spécifiques du site (usine, travaux en rase campagne, travaux souterrains...), des dangers liés à la tâche (travaux en hauteur, dans un vide sanitaire ou une cuve, à proximité d'installations électriques...), et de la durée et des modalités de l'intervention.

Lorsqu'un travailleur exécute seul un travail dans un lieu isolé où il lui est impossible de demander de l'assistance, une méthode de surveillance efficace, intermittente ou continue, doit être mise en application.

Ces mesures, qui peuvent être cumulatives, sont par ordre de priorité :

la présence d'un surveillant de travaux ;

la fourniture d'un dispositif d'alarme pour travailleur isolé (DATI) ou de protection du travailleur isolé (PTI) ;

la mise en place d'une procédure d'alerte (appel téléphonique de l'entreprise par le travailleur isolé au début et en fin de poste, visite systématique et périodique par un agent de l'établissement ou un gardien...).

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Généralités

- Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie ou d'accident de travail doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.
- Le Coordonnateur devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits.
- Le titulaire devra afficher dans les cantonnements les différents numéros d'appel d'urgence.
- Les issues de secours devront être dégagées et libres de tout obstacles.
- Toutes les entreprises devront avoir au minimum dans chaque équipe, un téléphone disponible rapidement et en état de fonctionnement.

Repérage des lieux - Signalisation

- Le titulaire installera, en accord avec les services de police et de la voirie, une signalisation indiquant clairement la localisation du chantier (panneaux, fléchage, etc.).
- L'Entreprise assurera la maintenance de cette signalisation.

Matériels de secours

- Chaque Entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier et éventuellement à compléter régulièrement). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de la localisation de ces boîtes.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Base-vie ou entrée du chantier (à représenté sur le PIC).

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 57/ST AVOLD EX GARAGE PEUGEOT

Adresse : 14 RUE DU MARECHAL FOCH 57500 ST AVOLD

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Base-vie ou entrée du chantier (à représenté sur le PIC).

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP